

Lorsqu'on défend l'idée d'une plus grande reconnaissance des identités collectives, on avance généralement des propositions du ressort des politiques éducatives, de l'attribution parfois de certains droits collectifs pour renforcer les institutions religieuses ou culturelles – avec un primat absolu du droit individuel sur tout droit collectif –, l'octroi de moyens financiers pour faire vivre les cultures minoritaires, et une formation du monde des médias à la représentation de la différence culturelle. Mais plus fondamentalement, avant les questions de droit et de moyens financiers, il s'agit d'orienter le débat public vers un important *changement d'état d'esprit* vis-à-vis de la prise en considération des cultures minoritaires. Quant aux Juifs de France, qui se montrent souvent plus « républicains » que les autres, le changement de perspective les concerne également au plus haut point : par exemple, aucune disposition de la loi de 1905 n'obligeait les historiens juifs ou en empathie avec le monde juif qui ont participé à l'élaboration du récit national, à s'autocensurer, à entériner l'invisibilité des Juifs comme acteurs collectifs de cette histoire. La question de leur reconnaissance est donc l'affaire des Juifs eux-mêmes également, de leur capacité à se présenter comme une collectivité, certes diverse, mais appartenant à un peuple animé par une même communauté de destin.

Israël et modernité

Ilan Greilsammer

Remarquons tout d'abord que le sionisme, dont est né l'État d'Israël, fut immédiatement lié à la question de la modernité. Ce mouvement politique s'est pleinement inscrit dans le courant des nationalités du XIX^e siècle, réaction moderne contre les Empires coloniaux et l'emprise coloniale. Aujourd'hui, alors que le sionisme est largement décrié par les mouvements de gauche et tiers-mondistes comme une forme de colonialisme et de racisme, on oublie trop souvent qu'il fut précisément un mouvement de libération nationale fondamentalement anticolonialiste, dirigé contre la sujexion et la persécution des minorités juives dans les Empires de l'époque...

Les premiers idéologues sionistes étaient fascinés par le phénomène national et par la volonté des peuples de s'émanciper du joug impérial (à l'époque, surtout de celui l'empire Ottoman et de l'empire austro-hongrois). Qu'on pense à Moshe Hess, ou encore aux rabbins précurseurs du sionisme comme Alkalay. On peut à juste titre dire que le *Risorgimento*, l'unité italienne réalisé par le Piémont et par Cavour, suivi de l'unité allemande en 1870 avec Bismarck, ont été la source d'inspiration majeure des premiers idéologues du renouveau national juif. Au-delà de cela, le rêve de pratiquement tous les penseurs et fondateurs du sionisme était de créer un jour un État libéral, émancipé, moderne et démocratique, sur le modèle des démocraties occidentales qu'ils voulaient copier. Leur admiration sans limites se portait vers l'Angleterre, la France, les États-Unis, et ils voyaient l'État juif comme un État de séparation des pouvoirs, avec des élections libres et un parlement représentant toutes les tendances du peuple. Certains insistaient surtout sur un pouvoir judiciaire indépendant, tous rejetaient les systèmes autocratiques européens dans lesquels les libertés étaient foulées au pied et les minorités persécutées. Bien évidemment, la loi de séparation de la religion et de l'État adoptée par la France en 1905 les avait énormément,

impressionnés et il était évident pour la plupart des acteurs du mouvement sioniste qu'une telle séparation, et que la laïcité à la française, seraient mis en place dans le futur État.

N'oublions pas non plus que le mouvement sioniste, surtout en Eretz Israël, était très largement dominé par les partis socialistes. Alors que la première *aliyah*, à partir de 1881 (celle dite des « dreamers »), était plutôt diversifiée, avec bon nombre de pionniers traditionnalistes, dès la seconde *aliyah* le socialisme domine très largement, qu'il soit de tendance marxiste avec les *Poalei Zion** ou de tendance réformiste avec l'*Hapoel Hatzair** de A.D. Gordon et sa « religion du travail ». La tendance socialiste se renforcera encore avec la troisième *aliyah*, à la suite de la révolution russe de 1917 et de la première guerre mondiale. Enfin, si la quatrième *aliyah* (1924-25) amena surtout en Eretz Israël des éléments petits-bourgeois venus de Pologne, les divergences entre les uns et les autres portaient sur le type d'économie que pratiquerait le futur État juif, sur sa structure et son organisation sociales, mais il n'y avait aucune contestation (notamment entre Ben Gourion et Wladimir Zeev Jabotinsky) sur le caractère moderne, séculier et occidentalisé qu'il devrait avoir.

C'est précisément à cause de sa modernité que les forces religieuses orthodoxes en Europe, les grandes autorités rabbiniques de l'époque, qu'elles soient de tendance hassidique ou anti-hassidiques (comme les *mitnagdim**, ou les *Lithuanians**) ont radicalement condamné le sionisme, et se sont organisées contre lui en fondant l'*Agoudat Israël**. Bien sûr, dans leur condamnation absolue du sionisme, il y avait aussi des raisons théologiques : l'exil a été imposé par Dieu au peuple juif comme un châtiment pour ses péchés et il n'appartient pas aux juifs de décider d'y mettre fin d'eux-mêmes, ce serait un faux messianisme comme le christianisme ou le sabbataïsme*. Et selon les trois serments du *Cantique des Cantiques* il est interdit aux juifs d'avancer la fin des temps.

Mais la principale raison de l'hostilité absolue des rabbins d'Europe envers le sionisme, venait surtout et avant tout de la laïcité pure et dure et de l'aspiration à la modernité de ses promoteurs (passés pour la plupart par le système orthodoxe qu'ils rejetaient à présent). Il faut reconnaître qu'on trouve quantité de textes des dirigeants sionistes qui, dans leur rejet absolu de

la tradition et des pratiques religieuses, frisent franchement l'antisémitisme. Parmi ces textes, qui appellent à l'émergence d'un « nouveau juif », jeune, beau, fort et courageux, sain de corps et d'esprit, absolument moderne et totalement émancipé, libéré des chaines et de la laideur de la diaspora, on trouve des descriptions du juif traditionnel que n'auraient pas rejeté les Drumont de l'époque : le juif religieux habillé des vêtements « sales » traditionnels, avec sa barbe pouilleuse, son caftan et son *shtreimel** ridicule, le juif parasite qui ne sait rien faire de ses mains, qui ne fait que pleurnicher en quêtant un protecteur, etc. Qu'il s'agisse de la fameuse « pyramide » de Borochov qui visait à « normaliser » le peuple juif, ou d'un Ben Gourion qui parlait lui aussi d'un Etat « normal » avec « des policiers et des prostituées », cet Etat ne serait pas un Etat traditionnel ! Ce que comprenaient très bien les *admorim** hassidiques comme les maîtres des grandes *yechivot** d'Europe, c'est que le futur État juif que voulaient les sionistes serait à des lieues de la tradition juive, serait un État de « mécréants », et adopterait les règles « infâmes » de la laïcité et de la séparation de la Religion et de l'État (en quoi ils se trompaient complètement...). Quant aux rabbins minoritaires qui ont choisi d'accompagner Théodore Herzl et de le soutenir, comme le Rav Reines, fondant en cela le courant dit sionisme-religieux, ils avaient pris grand soin de préciser à Herzl qu'ils ne le soutenaient que sur le plan de ses efforts politiques, et qu'ils ne le soutiendraient pas s'il incluait dans l'action du mouvement sioniste des éléments « culturels » (c'est-à-dire en fait liés à la modernité). D'ailleurs quand l'Organisation sioniste a commencé à inclure de tels éléments culturels dans son programme, plusieurs rabbins ont choisi de s'éloigner du sionisme-religieux.

Il faut évoquer le cas du Rav Abraham Itshak Hacohen Kook qui est assez particulier, d'abord du fait de l'envergure de celui qui fut l'un des plus grands penseurs juifs de l'époque moderne. Grand-Rabbin de Palestine sous le mandat britannique, penseur majeur du sionisme-religieux, il avait comme en bien des domaines une relation très complexe à la modernité. D'un côté, il ne voulait certainement pas que le mouvement sioniste et le futur État juif s'éloignent de la tradition et il prêchait la fermeté sur ce point. D'un autre côté, son eschatologie messianiste accordait une place fondamentale au retour de tous les juifs en Eretz Israël, quelle que soit leur attitude envers

la tradition et la religion, et on sait qu'il donnait au juif moderne, voire anti-religieux, un rôle dans le processus messianique, du fait même de son enracinement en terre d'Israël.

À l'approche de la création de l'Etat d'Israël, en fait dès les années trente, un certain nombre d'éléments ont contribué à changer progressivement l'attitude des dirigeants sionistes à l'égard de la modernité du futur Etat. Tout d'abord, peu avant la seconde guerre mondiale, avant que les portes de la Palestine ne se ferment avec le Livre Blanc, est arrivé un grand nombre de juifs orthodoxes et ultra-orthodoxes, venant des communautés d'Europe de l'Est. On peut mentionner en particulier les hassidim de *Gur**. Confrontés à la situation en Palestine et aux heurts entre Juifs et Arabes, ils se sont souvent rapprochés des sionistes, ne serait-ce que pour des raisons de sécurité. L'assouplissement des positions de l'*Agoudat Israël** a notamment provoqué la scission des franges les plus dures des *haredim** de Palestine, autour des *Netourei Karta**, de la *Eda haredit** de Jérusalem et des *hassidim de Satmar**. Il s'est agi d'une population ultra-traditionnaliste, dont il faudra tenir compte.

D'un autre côté, la Cinquième alyah, d'origine allemande, arrivée après la montée d'Hitler au pouvoir, l'aliyah dite des «*yekkим*» comportait des courants divers, certains très favorables à la modernité, la science et la laïcité, d'autres plus réservés. Le courant orthodoxe souvent appelé «*Torah et Derekh Eretz*», fidèle à l'enseignement du Rav Shimshon Rafael Hirsch tenait à combiner une pratique religieuse stricte avec la modernité. Après la guerre et la Shoah, avec l'arrivée des rescapés, puis autour de la création de l'État avec le début de ce qui sera l'immigration massive des juifs des pays arabes (Juifs d'Irak et du Yémen), Il est devenu de plus en plus évident pour tous qu'il ne serait pas possible de créer un Etat «à la française» ou même selon les normes des pays démocratiques occidentaux. On peut se demander pourquoi ?

Tout d'abord, parce qu'une partie des juifs qui arrivaient et arriveraient dans cet État, s'ils acceptaient les instruments de la modernité, rejetaient l'idéologie de la modernité. Les instruments de la modernité, c'est tout ce que la science crée comme outils d'un État moderne. Qu'il s'agisse d'un gouvernement ou d'un parlement, des hôpitaux ou des moyens de transports,

des instruments de travail ou des machines en tout genre. Ou aujourd’hui de l’ordinateur. Sur ces outils qui sont a priori neutres, pas de controverse, ils n’ont pas de contenu idéologique, ils rendent la vie de l’homme plus facile et lui accordent le bien-être. Par contre, dès ses débuts, l’État juif comptera dans sa population un nombre non négligeable de citoyens qui rejettent complètement le contenu idéologique et les idées caractéristiques de la modernité: ils veulent garder les structures patriarcales, l’autorité du père, la préséance de l’homme et le rôle effacé de la femme, ils veulent la famille traditionnelle homme-femme-enfants et en rejettent toute déviation, ils rejettent autant l’homosexualité que l’avortement, ils croient dans les idées anciennes, traditionnelles et même lorsqu’ils ne sont pas pratiquants ils veulent préserver à tout prix la place de la religion dans l’État.

Face à cette situation de fait, les partisans des idées modernes et d’un État à l’occidentale auraient pu dire en théorie: nous les laïques, que nous soyons de gauche ou de droite, nous sommes la majorité, les religieux et les traditionnalistes sont une minorité, nous allons donc leur imposer un État libéral et moderne, et inscrire la séparation de la religion et de l’État, dans une Constitution écrite similaire à celles des pays occidentaux.

Mais c’est à ce point qu’il faut s’attarder sur la pensée politique de David Ben Gourion, sur ce qu’on appelle en hébreu *mamlachtiut*, ou en français l’idéologie étatiste. David Ben Gourion, fondateur de l’État et chef du parti dominant *Mapai**, était certes un laïque, mais un laïque très instruit en matière juive, et il était un connaisseur très érudit des textes bibliques qu’il avait étudié dans son enfance. Or il avait une idée très précise de son État: il voulait à tout prix que l’État parvienne à englober en leur donnant un minimum de satisfaction, tous les segments du peuple juif qui viendraient s’y installer. Il ne voulait surtout pas que certains juifs citoyens d’Israël se sentent «en-dehors», exclus du système, non-intégrés. C’est exactement ce qui se passerait, pensait-il, si l’État imposait sa modernité à des gens qui n’en voulaient pas. Ils se réfugieraient dans leurs ghettos, leurs villes séparées et saperiaient constamment le régime. Ainsi, pour les intégrer, il fallait faire des concessions, voire de grosses concessions, peu compatibles avec la modernité. L’une des conséquences de ce choix sera que l’État d’Israël n’aura pas de Constitution.

En 1947, épisodée par les heurts incessants entre les Juifs et les Arabes, et les attentats des organisations juives extrémistes, l'*Irgoun** et le *Lehi** (Groupe Stern), l'Angleterre remit la « Question de Palestine » à l'Organisation des Nations Unies pour qu'elle décide d'une solution. Pour forger son opinion, l'Assemblée Générale envoya en Palestine une Commission d'Enquête, l'Unscop, qui devait interviewer et recueillir les avis de tous les segments de la population, juifs et arabes. Il était clair que la Commission demanderait aussi leur position sur un État juif aux ultra-orthodoxes de l'*Agoudat Israël*, jusque-là antisionistes affirmés. Alors que David Ben Gourion allait prendre une décision d'une importance énorme pour l'avenir de l'État d'Israël et sa modernité, il envoya à l'*Agoudat Israël* afin de gagner les *haredim** à sa cause et être sûr qu'ils ne s'opposeraient pas à l'État, ou en tout cas qu'ils ne diraient pas de mal de l'État sioniste aux gens de l'Unscop, la célèbre lettre du « *statu quo* ». Remarquons tout de suite que cette lettre exprimait en elle-même un rejet de la modernité, puisqu'elle garantissait la pérennité dans l'Etat d'Israël des règles religieuses et traditionnelles telles qu'elles existaient dans le *Yichouv**. Qui dit *statu quo*, dit : absence de changement...

J'en rappelle les termes qui ont fait couler tant d'encre :

1 Le chabbat et les fêtes juives seront les jours fériés d'Israël et personne ne pourra être obligé de travailler ce jour-là. En pratique, cela signifiait que ce qui fonctionnait quelque part le chabbat, continuerait à fonctionner, mais que là où, avant l'État, quelque chose ne fonctionnait pas le chabbat, cela continuerait à ne pas fonctionner. ... Donc, par exemple, dans la plupart des villes, il n'y aurait pas de transports publics le chabbat ou un jour de fête. Un visiteur venant d'un État « moderne » comme la France serait étonné d'apprendre qu'un habitant de Jérusalem voulant se rendre à la mer le chabbat, n'a d'autre alternative que son auto privée ou un taxi... ou de rester chez lui.

2 Toutes les cantines de l'État ne pourront servir que de la nourriture cachère. En pratique cela signifie que, aussi bien à l'armée qu'à l'université, à l'école ou dans une administration, il n'y aura pas la liberté de manger ce que l'on veut.

3 Tous les courants d'éducation seront reconnus et subventionnés, et il n'y aura aucune interférence de l'État, ni dans le choix des maîtres, ni dans le contenu de l'enseignement. En pratique, cela permettait aux ultra-orthodoxes de ne jamais enseigner aux jeunes les matières que tout État moderne jugerait indispensables, en particulier pour entrer sur le marché du travail ; hébreu moderne, mathématiques, anglais, etc.

4 Et surtout, Ben Gourion décida de « déposséder » totalement l'État de l'une de ses fonctions régaliennes fondamentales, qui représente à elle seule l'essentiel de la modernité : le statut civil du citoyen israélien. En quoi ce choix est-il lié à la modernité ? Parce que toutes les avancées possibles, l'accès au progrès des personnes et à leur développement, tous les changements importants susceptibles d'émanciper l'individu se trouvent dans le domaine du statut civil. Or Ben Gourion remettait ce domaine dans sa totalité au Grand-rabbinat d'Israël et aux tribunaux rabbiniques orthodoxes, pour qu'ils règnent et décident dans ce domaine selon la Halacha. Qui est juif et a droit à la citoyenneté ? Comment devenir juif ? Qu'est-ce qu'une famille ? Qu'est-ce que la paternité ? Qui a le droit de se marier et de divorcer, etc. Ce qu'acceptait le chef du sionisme c'est que l'État d'Israël serait régi ad aeternam par des règles fixées dans le passé : les gens ne pourraient se marier que religieusement, ils ne pourraient devenir juifs que selon les règles posées par les rabbins traditionalistes, et la famille serait pour toujours définie comme composée uniquement d'un couple homme-femme.

5 On peut évidemment ajouter à ces promesses du *statu quo* d'autres concessions faites par la suite aux plus traditionnalistes, comme l'exemption des étudiants en *yechiva** de service militaire, ou plus tard l'interdiction faite à la compagnie d'aviation El Al de voler le chabbat.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que les règles du *statu quo* n'ont pas empêché Israël d'être un État moderne, voire une *start-up nation*. L'État d'Israël, malgré les énormes difficultés de l'intégration des immigrants ou du conflit avec les Palestiniens, est devenu du point de vue technologique un des États les plus avancés du monde. Le *statu quo* n'a pas empêché la croissance économique exceptionnelle, la technologie de pointe, et une armée de très haut niveau. Les universités israéliennes sont d'un niveau qui les place dans

la catégorie la plus élevée. Tout cela est bien connu et incontestable. Par contre le statu quo a bloqué toute évolution dans des domaines essentiels qui concernent le statut de la personne. En 2022, il n'y a toujours pas de transports publics le chabbat là où il n'y en avait pas en 1948. En 2022, dans la grande majorité des yechivot hassidiques et lithuanienes, des milliers et des milliers de jeunes n'ont toujours pas accès aux connaissances profanes. Lorsqu'ils veulent entrer sur le marché du travail ils sont totalement démunis. Ceux d'entre eux qui décident un jour de quitter le monde orthodoxe et de « *lahzor besheela* » (de devenir non religieux) sont complètement perdus dans un monde séculier qu'ils ne connaissent pas. Et surtout, en 2022 il est toujours impossible de se marier civilement, ou de se convertir si on ne promet pas d'observer strictement tous les commandements...

Il y a là un mystère. Israël est un pays démocratique, qui a un parlement, la Knesset, qui aurait très bien pu, en 73 ans, changer ces règles et définir de nouvelles lois adaptées à l'État moderne. Et on peut se demander pourquoi donc ce fossé entre la « start-up nation » incroyablement moderne et avancée, et des règles de vie inchangées, dont beaucoup ont été fixées il y a des centaines d'années ?

La première raison est simplement liée au système politique israélien. Le système électoral choisi pour ce pays est un système proportionnel intégral (avec un seuil de représentation bas, 3,25 (%). L'objectif de ce système était de permettre une représentation à la Knesset, chambre unique représentant le peuple, de tous les segments importants de la population israélienne : juifs religieux, laïques et ultra religieux, ashkénazes et séfarades, travailleurs et employeurs, industriels et agriculteurs, et bien sûr arabes de toutes tendances (communistes, islamistes, chrétiens, druses, etc.). Ben Gourion, dont il faut rappeler qu'il régnait en maître sur le parti archi-dominant, aurait pu choisir un autre système, majoritaire. Mais là encore sa conception de la *mamlachtiout*, l'étatisme intégrateur, le poussait à vouloir un parlement représentatif de tous (tout en maintenant bien sûr la suprématie de son propre parti). Le résultat d'un système proportionnel intégral dans un pays qui n'est pas divisé en circonscriptions de vote est très clair : depuis la 1ère Knesset de 1949, le parlement israélien est morcelé entre un grand nombre de partis dont certains sont de taille petite ou moyenne. Jamais l'un des

deux grands partis d'Israël (Parti travailliste et Likoud) n'est parvenu à lui seul à obtenir la majorité des sièges au parlement ou même à s'en approcher. Par exemple, aujourd'hui, en 2022 on trouve à la Knesset un parti d'extrême-droite dit « Sionisme religieux », un parti de droite le Likoud, un parti de droite semi-religieux, *Yamina** , deux partis ultra-orthodoxes *Yahadout Hatorah** (qui comprend lui-même deux partis *Agoudat Israël* et *Degel Hatorah*) et le *Shass*, un parti de droite libéral *Tikva Hadacha*, deux partis centristes, Bleu-Blanc et *Yech Atid*, deux partis de gauche, le Parti travailliste et *Meretz*, un parti arabe islamiste, *Raam*, et *La Liste Arabe Unifiée* qui regroupe trois partis arabes.

Et encore, dans le passé le morcellement a été beaucoup plus grand. Le résultat est que tous les gouvernements israéliens ont été, même lorsque Ben Gourion, Begin, Rabin ou Netanyahu étaient au sommet de leur pouvoir, des gouvernements de coalition, souvent avec les partis ultra-orthodoxes. Or il est clair que la condition sine qua non à la participation des partis religieux a toujours été de ne pas toucher au statu quo et de continuer indéfiniment les règles acceptées par Ben Gourion en 1947. Cette menace de faire tomber le gouvernement si une quelconque atteinte était portée à ces règles a toujours été extrêmement efficace : ainsi le premier gouvernement d'Itshak Rabin est tombé parce que des avions militaires commandés aux Etats-Unis se sont posés en Israël un peu après l'heure de chabbat... Pendant longtemps, faire affaire avec les partis les plus traditionnalistes, les plus opposés à la modernité fut très pratique. Comme tout ce qui intéressait ces partis était le maintien absolu du statu quo, ils ne se mettaient pas (ou pas trop) en travers des politiques intérieure ou extérieure du gouvernement. Les conséquences de ce système sont très claires : les mouvements religieux modernes, *conservative et reform*, qui croient en la modernité, sont exclus, le statut de la femme est pratiquement inchangé (il faut toujours que le divorce, le *get*, soit « accordé » par le mari, les tribunaux rabbiniques qui décident du statut d'État-civil de chacun sont toujours composés uniquement d'hommes ultra-orthodoxes, etc. Il y a peu d'exemples dans le monde d'un Etat aussi moderne avec autant de poches « d'anti-modernisme ». Il faudrait toutefois ajouter qu'avec la coalition israélienne actuelle Bennett-Lapid (à l'heure où j'écris ces lignes), se produisent de « petits » changements. En effet pour

la première fois, aucun parti religieux ne fait partie du gouvernement. Les ministres religieux du parti *Yemina* appartiennent au courant sioniste-religieux et voudraient apporter de petites adaptations modernes au statu quo : rendre la conversion au judaïsme un peu plus facile, rendre les réseaux de cachrout plus compétitifs, etc. Rien de révolutionnaire, rien de vraiment très « moderne », mais... un peu d'air frais.

Cependant le système politique israélien n'est pas le seul responsable de cette situation. Sociologiquement, qu'elle soit religieuse ou non, la population israélienne reste en majorité très « traditionnelle ». L'immigration de masse des pays arabes a amené une population, aujourd'hui majoritaire en Israël, qui croit dans les valeurs traditionnelles : la famille, le père, le rabbin, l'homme, l'importance du judaïsme, etc. C'est pourquoi, même si beaucoup de juifs séfarades israéliens regardent la télévision, conduisent leur voiture et vont voir un match de football le chabbat, ils continuent à soutenir les règles du *statu quo*, comme l'exclusivité du mariage religieux juif, parce que, pour eux, c'est l'essence même du caractère juif de l'État.

On peut conclure cet article sur la modernité (ou l'absence de modernité...) en Israël en insistant encore une fois sur la différence qui existe entre les instruments et l'idéologie de la modernité. Un bon exemple en est la controverse qui existe entre les milieux ultra-orthodoxes et les autorités sur la question du smartphone. Comme je l'ai dit, les *haredim* acceptent très volontiers tous les instruments technologiques de la modernité. Au cours des dernières années, dans toutes les universités et collèges universitaires israéliens, se sont créées et développées des classes d'ordinateurs pour *haredim*, où ces derniers apprennent avec beaucoup de facilité à utiliser tous les outils informatiques. Les ultra-orthodoxes n'ont rien contre ces outils et tout au long de la période actuelle de Covid ils se sont fait vacciner et traiter dans les hôpitaux avec les technologies les plus perfectionnées de la médecine. Mais le téléphone portable pose problème. D'un côté les premiers téléphones portables, qui ne permettaient que les communications téléphoniques, sont indispensables à la vie quotidienne, que ce soit pour l'étudiant en yechiva ou le rabbin. On doit bien parler à sa femme et à ses enfants, et leur dire quoi acheter au supermarché ! Par contre, le smartphone relié à l'internet introduit, comme d'ailleurs la télévision, un élément idéologique

totalement unacceptable : films, images interdites, etc. C'est pourquoi les autorités des *haredim* n'autorisent que le « téléphone cacher », à l'ancienne. Bien évidemment tout *haredi* attrapé par ses collègues ou voisins avec un smartphone est mis à l'écart et ostracisé (ses filles ne trouveront pas à se marier, ses fils n'entreront pas dans les meilleures *yechivot*, etc.

Tel me semble être le bilan de la modernité dans l'Israël de 2022.

Glossaire

Admorim hassidiques : chefs religieux juifs.

Agoudat Israël : parti politique juif fondé en 1912 en Pologne comme bras politique du judaïsme orthodoxe. De nos jours, parti politique en Israël, qui s'oppose aux tendances laïques.

Aliyah : qualifie l'immigration en Palestine ou en Israël ; mot hébreu signifiant montée (vers la Terre Sainte).

Hapoël Hatzair : (en hébreu : le jeune travailleur), premier parti socialiste sioniste fondé en Palestine, en 1905, par des émigrants juifs russes.

Haredi : littéralement craignant Dieu, juifs très religieux, appelé quelques fois ultra-orthodoxes.

Hassidisme : courant mystique du judaïsme fondé au XVIII^e siècle par le rabbin Israël ben Eliezer, connu sous le nom de Baal Shelm Tov ou Besht (le maître du bon Nom). Axé sur la piété et la charité, centré sur l'individu dans sa relation directe avec Dieu, le hassidisme s'oppose à la tradition érudite et figée du judaïsme rabbinique.

Hassidim de Gur : obédience hassidique ; originairement dépendante du rabbin de Gur, une petite ville polonaise.

Hassidim de Satmar : obédience hassidique fondée en Transylvanie. Cette secte est très anti-sioniste et établie surtout aux USA.

Irgoun : mouvement nationaliste juif d'extrême droite, dont le fondateur fut Vladimir Jabotinsky, chef du Mouvement sioniste révisionniste, et groupe terroriste juif avant la création de l'État d'Israël, dont le principal chef fut Menahem Begin futur Premier ministre d'Israël.

Lehi (Groupe Stern) : groupe terroriste juif anti-impérialiste en Palestine.

Mapaï : parti politique israélien de gauche qui fut la force principale de la politique israélienne jusqu'à sa fusion au sein du Parti travailliste israélien Avoda en 1968. Ce fut le parti de Ben Gourion fondateur de l'Etat d'Israël et son premier Premier Ministre.

Mitnagdim : littéralement « les opposants », mouvement d'opposants au hassidisme, né en même temps que celui-ci, et existant à l'époque essentiellement en Lithuanie.

Netourei Karta : (en français : les gardiens de la cité) secte ultra-religieuse antisioniste existant surtout à Jérusalem.

Poalei Zion : (« Travailleurs de Sion ») mouvement marxiste et sioniste créé en 1901, regroupant des cercles de travailleurs juifs fondés dans différentes villes de l'Empire russe après le rejet du sionisme par le Bund (Union générale des travailleurs juifs).

Sabbataïsme : mouvement messianiste, partisan du kabbaliste juif Sabbataï Zevi qui s'est auto-proclamé en 1648 comme le Messie. Sous la menace du Sultan il finit par se convertir à l'Islam. Les sabbatéens, ses disciples, ont interprété la conversion de leur chef à l'Islam comme un commandement à pratiquer une religion cachée et secrète.

Shtreimel : chapeau de fourrure porté par de nombreux Juifs plus particulièrement par des membres de groupes hassidiques pendant le Chabbat et les fêtes religieuses.

Yemina (du mot Yemin, à droite, en hébreu) : parti politique d'extrême droite, proche des colons, fondé par Naftali Bennett, premier Ministre israélien actuel.

Yahadout Hatorah : coalition de partis qui se présentent comme les défenseurs des valeurs de la Torah, défendant les droits des religieux en Israël, la Torah et le respect du Chabbat.

Yechivot : écoles religieuses talmudiques juives.

Yekkim : Juifs d'origine allemande, au singulier yekke.

Yichouv : nom de la communauté juive en Palestine avant la création de l'État d'Israël.